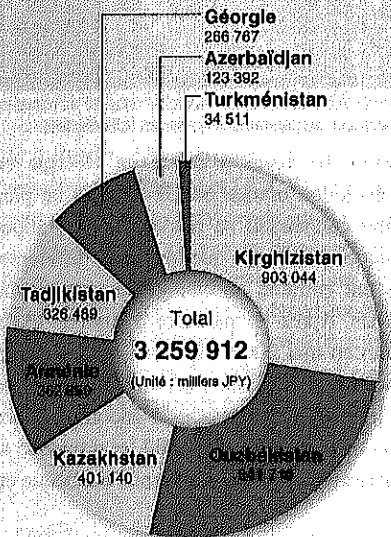


Asie centrale et Transcaucasie



Piliers de l'aide Jeux d'ombre et de lumière sur la « nouvelle route de la Soie »

■ Résultats de la coopération par pays d'Asie centrale et de Transcaucasie (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide apportée à l'Asie, y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 64,091 326 milliards JPY.

L'Asie centrale et la Transcaucasie ont toujours occupé une position stratégique sur la route de la Soie qui reliait l'Europe et l'Asie. Depuis des temps immémoriaux, ces deux régions sont un lieu de commerce et de brassage des populations. L'exploitation récente des ressources pétrolières et gazières de la Caspienne a donné lieu à des projets de construction de nouveaux oléoducs et gazoducs et de remise en état des réseaux routier et ferroviaire ; on parle aujourd'hui de « nouvelle route de la Soie ». Toutefois, en dehors des zones urbaines, les conditions de vie sont rudes, et des enjeux comme la réduction de la pauvreté et la création d'emplois doivent être pris très au sérieux.

Une quinzaine d'années ont passé depuis l'effondrement de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance des pays de la région. Durant cette période, les pays richement dotés en ressources naturelles ont connu un développement économique soutenu ; certains ont réalisé de grands progrès dans la transition vers l'économie de marché. Mais certains pays de la région sont toujours en proie à la pauvreté et conservent un système politique et économique fermé, et d'autres ont connu un

changement de régime à l'issue d'une révolution démocratique. Ces pays présentent donc de fortes disparités en termes de rythme et de niveau de développement.

Si chaque pays a entamé un processus pour s'établir en tant que nation indépendante, il s'est avéré nécessaire de promouvoir la coopération régionale pour résoudre les problèmes communs à tous ces pays (mise en place de structures démocratiques et transition vers une économie de marché, etc.), ou dépassant les frontières nationales (développement des réseaux de circulation et de transport, etc.).

La JICA apporte un appui à la mise en place de systèmes et au développement des ressources humaines nécessaires à la transition vers une économie de marché, à la remise en état de l'infrastructure sociale (santé publique et développement des zones rurales et paupérisées, notamment) et au développement de l'infrastructure économique (réseau routier, etc.). Elle assure par ailleurs des activités destinées à revitaliser les entreprises et à promouvoir la coopération régionale, dans le cadre du dialogue « Asie centrale plus Japon », un cadre de coopération entre le Japon et cette région.

État actuel du développement régional

Dynamisme de cette région traversée par la route de la Soie

L'Asie centrale, qui se compose de cinq pays – Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan et Tadjikistan – s'étend au cœur du continent eurasiatique ; elle a des frontières communes avec la Russie au nord, la Chine à l'est, l'Iran et l'Afghanistan au sud. Située de l'autre côté de la mer Caspienne, la Transcaucasie correspond à la partie occidentale de l'Asie centrale. Elle regroupe l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie.

Tous les pays de la région, intégrés à l'Union soviétique dans les années 1920, ont recouvré leur indépendance après l'effondrement de celle-ci en 1991. Ils sont situés à un emplacement stratégique sur la « route de la Soie », l'artère traditionnelle entre l'Orient et l'Occident. Au total, ces deux régions couvrent 4,2 millions de km² et abritent quelque 75 millions d'habitants.

Sur le plan religieux, l'Islam a repris pied dans les cinq pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan ; toutefois, chacun de ces pays a opté pour des institutions laïques, et le Coran n'y est pas interprété avec autant de rigueur que dans les pays fondamentalistes. L'Arménie et la Géorgie, quant à elles, ont toujours été dominées par le christianisme de l'Église orthodoxe, et elles ont toutes deux une culture, une langue et

des caractéristiques propres. La région se caractérise par une mosaïque ethnique complexe, accueillant aussi des Turcs, des Slaves et des Perses.

La région qui s'étend d'Asie de l'Est au Moyen-Orient, en passant par l'Asie centrale, forme un « arc instable ». L'instauration d'un environnement plus stable et le développement socioéconomique de l'Asie centrale et de la Transcaucasie, situées au cœur de l'arc, sont d'une importance cruciale pour la paix et la prospérité de la communauté internationale. C'est pourquoi le Japon apporte un soutien actif à ces pays depuis leur indépendance.

Diversification politique et économique

Depuis leur indépendance, tous ces pays ont progressé dans leur transition vers une économie de marché. Ils affichent toutefois des disparités croissantes en termes de développement économique, selon la richesse de leurs ressources naturelles et leur rythme de mise en œuvre des réformes. Le Kazakhstan, le Kirghizistan ainsi que les trois pays transcaucasiens progressent résolument vers la libéralisation des échanges, la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques et d'autres réformes structurelles. Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan jouissent d'une croissance économique soutenue, grâce à l'exploitation des

gisements pétroliers en mer Caspienne. L'économie de la Géorgie, dont le territoire est traversé par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (oléoduc BTC, qui transporte du brut produit dans le bassin caspien jusqu'au port de Ceyhan en Turquie), devrait profiter des revenus générés par le passage de cette installation, achevée en 2006. Pour sa part, le Kirghizistan, malgré les efforts entrepris pour libéraliser son économie, souffre toujours d'un endettement massif, et doit s'atteler à la reconstruction de son économie et de son système financier. L'Ouzbékistan et le Turkménistan, quant à eux, ont pris leurs distances par rapport à ces programmes de réforme radicaux, et suivent leur propre voie, plus lente. Au Tadjikistan, après des années de guerre civile, un accord de paix a été signé en 1997, et des élections législatives organisées en 2000. En s'appuyant sur le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) élaboré en 2002, le pays prend aujourd'hui des mesures énergiques pour réformer son économie.

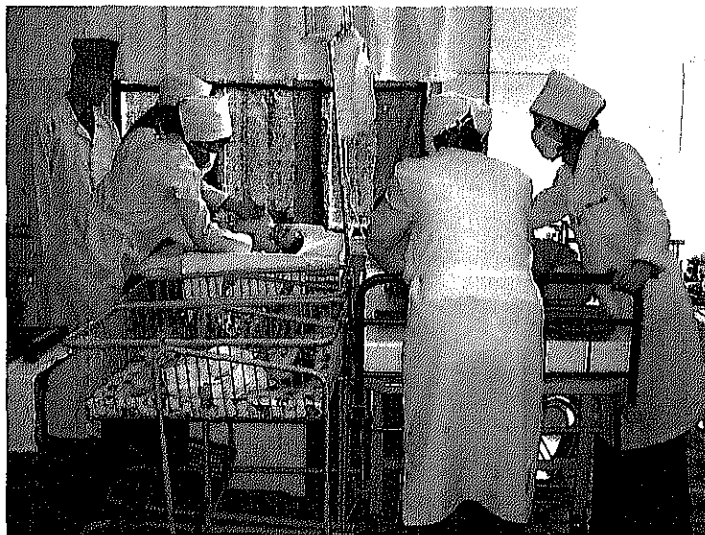
Outre l'exploitation des ressources naturelles, les principaux secteurs d'activité de la région sont l'agriculture, l'élevage et les industries agro-alimentaire et textile, qui transforment les produits primaires des deux premiers secteurs. Les pays d'Asie centrale pratiquent une agriculture montagnarde non irriguée (blé et orge), l'élevage essentiellement dans les steppes du Kazakhstan, et la monoculture du coton – laquelle utilise des systèmes d'irrigation à grande échelle – principalement en Ouzbékistan et au Turkménistan. La majeure partie de la Transcaucasie jouit d'un climat de type méditerranéen, et chaque pays pratique une agriculture adaptée au climat et aux conditions locales, comme en témoignent le cognac arménien et le vin géorgien, déjà réputés durant l'ère soviétique.

Si les efforts diffèrent d'un pays à l'autre, le remplacement des anciens kolkhozes par de nouveaux systèmes de production, de traitement, de distribution et de commercialisation demeure un enjeu critique pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage ; il s'inscrit dans le cadre de la transition vers une économie de marché.

Démocratisation et évolution des relations internationales

Suite aux attentats du 11 septembre 2001 et aux frappes aériennes qui ont suivi contre l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont autorisé les troupes américaines et européennes à stationner sur leur territoire, ce qui a eu pour effet de renforcer la présence américaine en Asie centrale.

Dans la plupart des pays, les dirigeants arrivés au pouvoir à l'époque soviétique sont restés en place après l'indépendance.



Élèves infirmières en stage pratique dans un centre de formation médicale rattaché au ministère de la Santé (projet visant à améliorer la formation du personnel infirmier en Ouzbékistan)

Toutefois, la révolution des roses a éclaté en Géorgie en novembre 2003, la révolution orange en Ukraine un an plus tard, et le Kirghizistan connaissait sa révolution des tulipes en mars 2005. Quoique de nature quelque peu différente, ces trois événements ont entraîné un changement de régime dans les pays concernés. Après le massacre d'Andijan qui a endeuillé l'Ouzbékistan en mai 2005, les nations occidentales ont condamné le gouvernement ouzbek, l'accusant d'avoir noyé la contestation dans le sang. Ce massacre a endommagé les relations entre ce pays et le monde occidental, et provoqué le retrait de l'armée américaine de la base aérienne ouzbèke en novembre 2005.

À l'inverse, la Chine a renforcé son engagement politique et économique en Asie centrale par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Par ailleurs, la Russie est devenue membre de l'Organisation de coopération centrasiatique (OCCA) en 2005 et l'Ouzbékistan a rejoint la Communauté économique eurasiennne (CEE) au début de 2006, ce qui a conduit à la décision d'intégrer ces deux communautés. Ces évolutions montrent que la Chine et la Russie se rapprochent de l'Asie centrale et que l'environnement international de la région est en constante mutation.

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie resserrent leurs liens avec l'Occident, notamment dans le domaine de l'exploitation pétrolière et du développement d'oléoducs. Enfin, l'Azerbaïdjan et l'Arménie continuent de se disputer l'enclave du Nagorno-Karabakh.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Donner corps aux nouvelles stratégies régionales

En août 2004, Yoriko Kawaguchi – alors ministre des Affaires étrangères – s'est rendue en Asie centrale pour y proposer un nouveau cadre de coopération et de dialogue « Asie centrale plus Japon », accepté par tous les pays. Dans le cadre de ce dispositif, outre le renforcement des relations bilatérales relevant de la traditionnelle « diplomatie de la route de la Soie », le Japon s'emploie à soutenir la coopération intra-régionale pour les questions communes à toute la région (terrorisme, lutte contre la drogue, infrastructures de transport, ressources hydriques et énergétiques, commerce, protection de l'environnement, etc.) ainsi que la coordination avec des pays voisins extérieurs à la région comme l'Afghanistan.

Coopération en faveur de l'Asie centrale

La JICA encourage la coopération intra-régionale au sein de l'ensemble « Asie centrale plus Japon » et, pour favoriser le développement autonome de la région, elle concentre ses efforts sur quatre domaines : (1) appui à la transition vers une économie de marché ; (2) aide à la reconstruction des secteurs sociaux ; (3) développement de l'infrastructure économique ; et (4) protection de l'environnement.

Le soutien à la transition vers une économie de marché recouvre l'aide aux petites et moyennes entreprises, le soutien d'une adhésion à l'OMC, l'aide à la mise en place de systèmes juridiques, le renforcement des institutions, et le développement des ressources humaines pour permettre des réformes dans le

système financier. Concrètement, la JICA a lancé les deux projets suivants : appui juridique en vue d'améliorer l'environnement des entreprises privées, et rédaction d'un rapport sur la loi régissant la faillite en Ouzbékistan. Le Kirghizistan a inauguré son Centre national des technologies de l'information et commencé à former des informaticiens qui contribueront à la promotion de ce secteur.

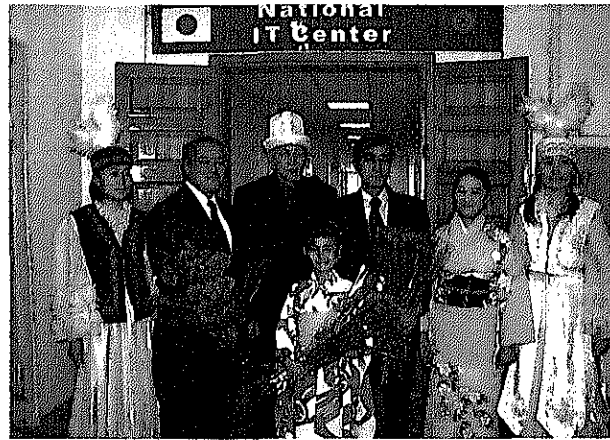
De plus, dans les deux pays ci-dessus et au Kazakhstan, des centres Japon proposent des cours de gestion pour former des ressources humaines capables d'accompagner la transition vers une économie de marché. Ils dispensent également des cours de japonais et organisent des activités pour améliorer la compréhension mutuelle.

L'aide à la reconstruction des secteurs sociaux comprend le soutien aux politiques et la modernisation des équipements en liaison avec les réformes de la santé et de l'éducation. En Ouzbékistan, le projet destiné à améliorer la formation du personnel infirmier a été mis en œuvre dans le cadre du soutien au développement des programmes d'enseignement et de formation. Parallèlement, des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ne ménagent pas leurs efforts pour améliorer les services de soins infirmiers.

En ce qui concerne le développement de l'infrastructure économique, l'Agence envisage une coopération axée sur la modernisation des routes menant au-delà des frontières de la région. Dans le secteur de l'environnement, la coopération liée à la surveillance de la pollution de l'eau et à la lutte contre les inondations a commencé.

Coopération en faveur des trois pays transcaucasiens

Pour soutenir les efforts visant à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans les trois pays transcaucasiens, la JICA s'est fixé comme priorités l'accroissement des revenus, la promotion de l'emploi, et l'amélioration de la qualité des services publics et de l'accès à ces services. Elle a déjà lancé des programmes de formation destinés aux propriétaires de petites et moyennes entreprises, ainsi qu'une coopération dans le domaine de l'eau.



Experts conviés à l'inauguration du Centre national des technologies de l'information, appelé à jouer un rôle clé dans la promotion du secteur informatique (développement des ressources humaines dans le secteur des TI dans la République kirghize)

Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

Partie 4

Références

Chapitre 1 Asie 3 • Asie centrale et Transcaucasie

Sur le Terrain Ouzbékistan

Envoi de volontaires au service des ONG

Favoriser l'accès à l'indépendance des femmes et leur participation à la vie sociale

L'association BWA s'engage en faveur de l'indépendance des femmes

En Ouzbékistan, environ 60 % des femmes se marient avant l'âge de 20 ans. En règle générale, après le mariage, elles vont vivre dans la famille de leur époux, où elles assument l'ensemble des tâches domestiques. Elles songent donc rarement à devenir indépendantes. Mais une fois qu'elles ont élevé leurs enfants, elles éprouvent la nécessité d'améliorer leur situation dans le ménage en aidant les membres de la famille ou en leur rendant service. Si leur mari se retrouve sans emploi, c'est souvent à elles de travailler pour subvenir aux besoins de la famille. L'association BWA (Association des femmes chefs d'entreprise) est une organisation non gouvernementale (ONG) à laquelle elles peuvent alors s'adresser. La BWA aide les femmes à acquérir les compétences nécessaires pour devenir indépendantes, et elle les forme à la création d'entreprise (gestion, fiscalité, immatriculation et autres formalités). De plus, cette ONG dispense des conseils pour le financement des projets, domaine où

les femmes rencontrent les principales difficultés.

C'est dans les zones rurales que les besoins de conseils dans ce domaine sont les plus importants ; l'ONG y a intensifié ses activités en conséquence. Tous ses services sont assurés par des volontaires ; toutes sont des femmes ayant elles-mêmes créé leur entreprise.

Soutien apporté par des volontaires seniors

La JICA a aidé la BWA à former de nouvelles formatrices, à renforcer les compétences des formatrices en poste et les services des centres de formation. Depuis avril 2005, l'Agence détache des volontaires seniors dans la région de Tachkent en réponse à une demande d'aide ; celle-ci a pour but d'accélérer la mise en œuvre des activités.

Tachkent compte actuellement 21 districts, dont la moitié seulement sont pourvus de centres de formation dirigés par des chefs de district compétents ; les autres ne possèdent pas encore de responsables. Les volontaires seniors visitent ces districts

pour promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des femmes et les inciter à créer une activité indépendante ; ces volontaires proposent aussi des séminaires aux femmes qui ont déjà démarré la leur, afin qu'elles sachent comment procéder pour augmenter leur chiffre d'affaires. Toutes ces initiatives ont suscité un grand intérêt.

Les progrès accomplis en matière d'accès à l'indépendance et de taux d'emploi des femmes en milieu rural l'auront été grâce aux initiatives de la BWA et aux efforts d'aide de la JICA. (Bureau de la JICA en Ouzbékistan)



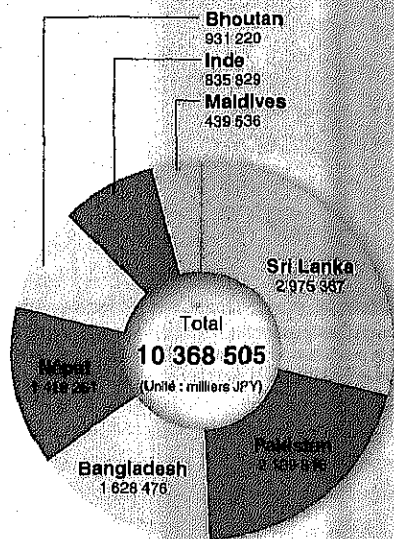
Des femmes apprennent la couture à des fins professionnelles auprès de la BWA.

Asie du Sud-Ouest



Piliers de l'aide : Coopération privilégiant la réduction de la pauvreté et le développement économique

Résultats de la coopération par pays d'Asie du Sud-Ouest (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide apportée à l'Asie, y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 54,091 326 milliards JPY.

L'Asie du Sud-Ouest regroupe environ 40 % des pauvres de la planète. Le développement dans les domaines de la santé et de l'éducation accuse un retard important par rapport au reste du monde, et l'égalité des sexes est loin d'y être une réalité. Par ailleurs, cette région se caractérise par une grande diversité ethnique, religieuse et linguistique, qui est source d'instabilité sur les plans politique et social. On y recense plusieurs zones de conflit.

L'apaisement progressif des tensions entre l'Inde et le Pakistan devrait engendrer un contexte favorable à l'activité économique des pays de la région, ce qui aurait des effets stabilisateurs sur le plan politique. Ces dernières années, la région a enregistré une croissance économique assez satisfaisante, mais dans un contexte économique fragile : aucun des pays ne parvient à équilibrer ses finances publiques ou sa balance des paiements.

Face à cette situation, la JICA fait de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique les deux axes prioritaires de ses programmes en Asie du Sud-Ouest. Concrètement, elle met en œuvre des programmes qui visent à améliorer les conditions de vie des populations, en soulignant la nécessité de prendre en compte la sécurité humaine et les considérations sexospécifiques dans les efforts de réduction de la pauvreté. Ces programmes portent notamment sur la santé publique, l'éducation, l'approvisionnement en eau

salubre, le développement communautaire et le développement des ressources humaines. La stabilité politique et sociale étant déterminante pour la réduction de la pauvreté, la JICA assure une coopération dans ce sens.

Parallèlement, la JICA entend apporter une aide permettant de développer l'infrastructure économique et de promouvoir les échanges et les investissements du côté du secteur privé, de façon à obtenir une croissance stable de l'économie. L'Agence souhaite également renforcer la coordination avec les projets d'aide financière en faveur du développement de l'infrastructure économique. Le soutien au développement économique de l'Asie du Sud-Ouest est un levier efficace pour établir des liens économiques entre le Japon et cette région – et pour contribuer à réduire la pauvreté, qui touche plus de 400 millions d'individus.

Poursuite du soutien à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits, essentiellement au Sri Lanka. La JICA maintiendra ses efforts de soutien au Sri Lanka et aux Maldives, pays ravagés par le séisme de Sumatra et le tsunami de décembre 2004. De plus, elle apportera une aide à moyen et long terme en matière de prévention des catastrophes naturelles et de reconstruction pour faire face aux dégâts provoqués par les séismes qui ont frappé le Pakistan en octobre 2005.

État actuel du développement régional

L'Asie du Sud-Ouest compte environ 1,3 milliard d'habitants ; plus de 400 millions d'entre eux vivent dans le dénuement. Tous ces pays mettent en œuvre des politiques de développement visant à réduire la pauvreté, et des progrès ont été obtenus dans certains domaines, comme l'éducation et la santé. Toutefois, le niveau de développement de la région demeure insuffisant. Dans la région, diverses questions politiques et sociales sont liées de manière complexe à des facteurs comme l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le climat, ce qui contribue à une profonde diversité socioculturelle, mais aussi à l'instabilité de la société.

Ces dernières années, l'Asie du Sud-Ouest a connu un taux annuel de croissance économique d'environ 5 %, chiffre plutôt satisfaisant. Quantité de pays n'en restent pas moins tributaires de l'exportation de certains produits, pour l'essentiel agricoles et textiles. Dans ce contexte économique vulnérable, la balance des paiements et les finances publiques de ces pays affichent un déficit chronique. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan s'apaisent progressivement, la création d'une zone de libre-échange en Asie du Sud-Ouest, qui a été proposée, pourrait stimuler l'activité économique des pays de la région et contribuer à la stabilité de celle-ci.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

La perspective de la sécurité humaine

Dans cette région qui compte tant de pauvres, la JICA considère que la lutte contre ce fléau constitue une priorité commune à tous les pays. L'Agence s'attache à y formuler et à y mettre en œuvre des projets intégrant en amont la perspective

de la sécurité humaine. Concrètement, elle fournit une aide parvenant directement aux populations des régions difficiles à sécuriser, pour y améliorer les conditions de vie de base (accès à l'eau salubre, assainissement, soins de santé, etc.). Citons un projet axé sur la remise en état des infrastructures de base et



Une étude portant sur la pollution de l'eau du lac doit permettre d'améliorer la qualité de cette eau (projet de renforcement des capacités pour la restauration et la gestion du lac d'Hussainsagar en Inde).

l'autonomisation de groupes communautaires au Sri Lanka.

Les populations pauvres sont vulnérables aux maladies infectieuses endémiques et à la pollution de l'environnement. La JICA contribue à la lutte contre ces maladies (plus particulièrement la filariose et la tuberculose) au Bangladesh, et soutient la lutte contre la tuberculose ainsi que le programme élargi de vaccination / lutte contre la poliomyélite au Pakistan. La dégradation de l'eau des rivières et des nappes souterraines atteignant des proportions alarmantes en Inde, l'Agence soutient des mesures de lutte contre la pollution des rivières, des lacs et des étangs de ce pays.

Au Bangladesh, la JICA apporte à la fois une aide directe à la population menacée par la pollution de l'eau potable nécessaire à sa survie, et un soutien au développement des capacités du gouvernement central et des administrations locales, de façon à atteindre le plus grand nombre de personnes possible. La JICA assure une aide globale permettant d'étendre et de consolider au niveau des préfectures les résultats obtenus au niveau des districts. Elle combine pour cela différentes approches, et travaille notamment en partenariat avec des ONG.

Prévention des catastrophes naturelles et reconstruction après une catastrophe

Un séisme d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter a frappé le Pakistan en octobre 2005, occasionnant les dégâts les plus dramatiques au nord-est du pays, près de la frontière avec le Cachemire indien. Suite à cette catastrophe, la JICA a veillé à apporter une aide continue, allant de la phase des secours d'urgence à celle de la reconstruction, en s'appuyant sur l'expérience du Japon. Elle a notamment contribué à reconstruire des écoles et des installations médicales immédiatement après le séisme, et à formuler des plans de reconstruction et de réhabilitation pour la ville de Muzaffarabad – la capitale du Cachemire pakistanais (voir p. 11).

Face aux dégâts considérables que le séisme de Sumatra et le tsunami de l'océan Indien ont provoqué au Sri Lanka et aux Maldives en décembre 2004, le Japon a assuré la continuité de l'aide entre la phase des secours d'urgence et

Sur le Terrain Pakistan

Projet de soutien à l'Institut national des personnes handicapées

JOCV au service des activités dans les régions touchées

Soutien aux personnes handicapées

Le séisme ayant frappé le nord du Pakistan le 8 octobre 2005 a coûté la vie à quelque 7 300 personnes, tandis que beaucoup d'autres devenaient handicapées suite à des blessures au niveau des membres ou de la colonne vertébrale. Dès février 2006 et pendant cinq mois, le bureau de la JICA au Pakistan a mis en œuvre un projet de reconstruction après la catastrophe, dans le cadre de ce projet, une équipe de JOCV et des coordinateurs de terrain ont mené des activités auprès de l'Institut national des personnes handicapées.

Beaucoup de victimes de lésions de la moelle épinière (lésions médullaires) ayant eu la vie sauvée grâce aux activités de diverses organisations ont été placées dans trois hôpitaux nationaux proches de la capitale, Islamabad. Parmi ces établissements, l'Institut national des personnes handicapées a joué un rôle central. Face à la multitude de victimes contraintes d'utiliser un fauteuil roulant, les hôpitaux avaient besoin d'un grand nombre de physiothérapeutes, d'ergothérapeutes, d'infirmiers et d'infirmières.

Réadaptation pour les patients et leur famille

Beaucoup d'organisations ayant démarré les activités de secours juste

après la catastrophe, l'aide humaine et matérielle avait déjà bien progressé quand la JICA a entamé sa coopération. L'Agence a donc entrepris de fournir une coopération conforme aux besoins exprimés, en s'appuyant sur les points forts des JOCV. Ceux-ci ont en effet l'avantage de comprendre le contexte socioculturel local et de pouvoir communiquer dans la langue du pays.

Le projet s'est focalisé sur les patients et leur famille. Pendant leur séjour à l'hôpital et dans la perspective de leur retour au village après leur sortie, ils ont bénéficié non seulement d'une thérapie médicale, mais aussi d'activités

de soutien à la vie quotidienne (courses, cuisine, participation à des activités sportives et ludiques, etc.) qui leur ont redonné le sourire. Des mois ont passé depuis le séisme, mais les blessures psychologiques subies par les patients et leur famille sont profondes. Par son côté amusant, cette réadaptation a permis aux uns et aux autres d'oublier un peu ces douloureux souvenirs. Le personnel de l'hôpital et les familles des patients ont toujours été associés à ces activités. La continuité du soutien aux patients sera donc assurée même après la fin du projet.

(Bureau de la JICA au Pakistan)



Activité culinaire en plein air pour des patientes paralysées d'une main

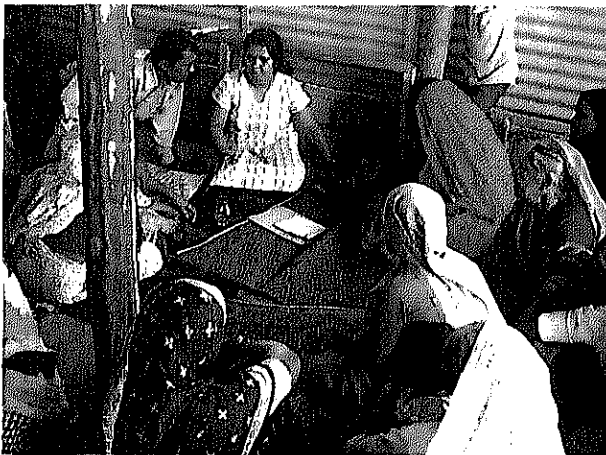


Expérience de simulation de handicap pour aider les familles à comprendre ce que vivent les patients.

celle de la reconstruction et du développement, en conjuguant différentes approches (aide financière non remboursable, prêts en yens, coopération technique, etc.). Entre autres activités, la JICA réalise des études de faisabilité et des études de projets, ces étapes étant nécessaires à la mise en œuvre rapide de la coopération financière ; elle apporte également un appui à l'élaboration de modèles pour l'aide à la reconstruction relevant des communautés, et elle assure une coopération par le biais de contacts personnels, et notamment de conseils en matière de prévention des catastrophes. Elle facilite ainsi la mise en place de l'aide à la reconstruction après une catastrophe sous la bannière japonaise.

À titre d'exemple, le gouvernement japonais a construit le Village de l'amitié Japon-Sri Lanka avec une aide financière non remboursable hors projet. Pour sa part, la JICA apporte une aide de type matériel pour l'étude et la conception de logements, de routes d'accès, d'une salle communautaire, etc., ainsi qu'une assistance non matérielle pour des activités liées à la reconstruction communautaire et à l'amélioration des conditions de vie. Cette contribution non matérielle étant capitale pour le fonctionnement effectif du Village de l'amitié, la JICA poursuivra sa coopération à l'avenir afin de maintenir et de renforcer ces activités.

Dans le domaine de la prévention des catastrophes, l'Agence aide le Bangladesh à mettre en œuvre des mesures de lutte contre les cyclones et inondations et lui fournit une aide financière, et elle contribue à l'atténuation des conséquences des glissements de terrain au Népal. La JICA continuera à mettre en œuvre des mesures exploitant les technologies du Japon, pays avancé en matière de prévention des catastrophes, et à promouvoir une aide destinée à renforcer les capacités d'intervention des communautés locales en cas de catastrophe.



Étude des besoins des victimes du tsunami devant être relogées dans le Village de l'amitié Japon-Sri Lanka (projet portant sur le relèvement, la réhabilitation et le développement des régions du Sri Lanka touchées par le tsunami)

Consolidation de la paix

Le conflit civil qui a ravagé le Sri Lanka pendant 20 ans a fait beaucoup de morts, et entraîné d'importants déplacements de populations à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Mais en février 2002, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le gouvernement sri lankais et les rebelles de l'ethnie tamoule, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (TLET). La conférence de Tokyo sur la reconstruction et le développement du Sri Lanka a fait suite à cet accord, et la communauté internationale s'est

unanimentement engagée à soutenir le processus de paix dans ce pays.

Depuis la fin des hostilités, la JICA a apporté un soutien ininterrompu aux réfugiés et aux populations victimes de la guerre. Dans ses projets, elle a œuvré activement à l'autonomisation des communautés dans les zones touchées par le conflit. Outre le soutien direct à la population, la JICA forme des administrateurs chargés de traiter avec les groupes de résidents, de façon à permettre aux communautés et aux municipalités de résoudre elles-mêmes les problèmes auxquels elles sont confrontées, en s'appuyant sur leur propre savoir et leurs propres prérogatives. Quatre ans après la suspension des hostilités, les négociations de paix entre le gouvernement et les Tigres sont au point mort ; cela étant, les conditions de vie des populations habitant dans les zones touchées par le conflit s'améliorent peu à peu. De plus en plus de personnes sont favorables à la poursuite du processus de paix et à l'amélioration du niveau de vie. Par ses interventions directes auprès de la population, la JICA continuera à mettre en œuvre des projets visant à accroître l'autonomie des communautés.

Au Népal également, un projet de consolidation de la paix est en cours de formulation, avec la plus grande attention.

Croissance économique

Le développement de l'infrastructure et la promotion du commerce et de l'investissement dans une optique de croissance économique sont des enjeux communs à la région. L'infrastructure sous-tend la croissance économique du pays ou de la région, ainsi que l'environnement commercial qui suscite les investissements dans le secteur privé. Outre l'infrastructure économique, l'amélioration de la gestion des affaires publiques, condition préalable à l'instauration d'un développement durable, aura des effets positifs sur l'environnement d'investissement, la promotion de l'investissement et les gains de productivité, et par conséquent sur la croissance économique.

En matière d'infrastructure économique, le développement de la circulation et des transports est capital. Or, dans tous les pays d'Asie du Sud-Ouest, le réseau routier demeure sous-développé, ce qui constitue un gros problème. Ainsi, la JICA assure une coopération technique pour le développement des infrastructures de transport routier, y compris les ponts ; cette coopération est associée à des prêts en yens et à des apports d'aide financière non remboursable.

L'Inde par exemple, qui connaît une croissance économique rapide, possède un territoire très vaste mais affiche des disparités régionales. Dans ce pays, où il est essentiel de promouvoir l'activité socioéconomique en améliorant l'efficacité des systèmes nationaux de distribution, la JICA soutient le développement et l'amélioration des principales lignes de fret ferroviaire.

La demande relative au développement des infrastructures économiques nécessaires à la croissance économique devrait croître à l'avenir ; la JICA va donc encourager une coopération combinée à des prêts en yens.

Depuis quelques années, le processus démocratique s'accélère dans la région, tout comme le transfert de pouvoirs des gouvernements centraux vers les administrations locales. Au Pakistan et au Bhoutan, la JICA met en œuvre le programme d'aide à la décentralisation, avec la participation des citoyens, dans le but de renforcer les capacités des administrations locales.

Moyen-Orient et Maghreb



Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

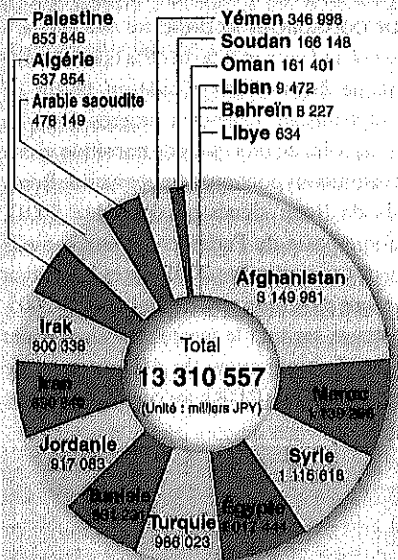
Partie 4

Références

Chapitre 2 Moyen-Orient et Maghreb

Piliers de l'aide Consolidation de la paix et aide à la reconstruction en Afghanistan, en Irak et en Palestine

■ Résultats de la coopération par pays du Moyen-Orient et du Maghreb (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide apportée au Moyen-Orient et au Maghreb, y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 13,329 208 milliards JPY.

Le Moyen-Orient et le Maghreb comptent de nombreux pays prospères, surtout grâce à la manne pétrolière. Toutefois, dans ces pays, la dépendance excessive à l'égard des ressources naturelles, la hausse du chômage liée à la croissance démographique, l'accroissement des disparités de revenus ou encore la restriction des libertés individuelles constituent autant de facteurs d'instabilité sociale. Ces facteurs ont trouvé une résonance particulière en Afghanistan puis en Irak, où ils ont conduit à une extension du terrorisme. La question palestinienne, qui demeure irrésolue, a une incidence considérable sur la stabilité de la région. Or, l'instauration de la paix au Moyen-Orient revêt une importance cruciale pour la paix et la stabilité non seulement de la région, mais aussi de la planète.

Pour la JICA, la consolidation de la paix et l'aide à la reconstruction en Afghanistan, en Irak et en Palestine constituent des priorités absolues pour asseoir la stabilité au Moyen-Orient. L'Agence s'efforce par conséquent d'y apporter une coopération rapide et efficace. Dans ses activités, elle met l'accent sur la sécurité humaine, tout en favorisant la responsabilisation des communautés locales par la participation des résidents et le renforcement des capacités locales conduisant à un développement autonome, dans ces pays où les autorités

nationales et l'administration ne fonctionnent pas toujours au niveau local.

Par ailleurs, l'Irak, la Palestine et les États arabes voisins sont unis par des liens étroits, non seulement sur les plans politique et économique, mais aussi culturel et social. En privilégiant la collaboration avec les États arabes voisins, la JICA soutient activement le développement de ressources humaines pour l'Irak et la Palestine par des projets de coopération avec l'Égypte et la Jordanie.

Cela étant, le Moyen-Orient et le Maghreb affichent une grande variété de besoins selon la situation de chaque pays. Pour y répondre, la JICA assure une coopération adaptée aux enjeux prioritaires communs à la région, tels que la gestion des ressources en eau, la promotion de l'industrie, la formation de techniciens et la protection de l'environnement, s'appuyant notamment sur l'envoi de volontaires. Dans les pays du pourtour méditerranéen, dont les échanges avec l'Union européenne sont en passe de se libéraliser, il est essentiel d'améliorer la compétitivité de l'industrie et de résoudre les problèmes liés à l'emploi. Pour cela, la JICA axe ses efforts sur la formation professionnelle et technique, de façon à améliorer les compétences techniques des forces vives et à réduire le chômage des jeunes dans ces pays.

État actuel du développement régional

Au Moyen-Orient et au Maghreb, les pays à revenus élevés, pour l'essentiel ceux qui produisent du pétrole, voisinent avec des pays sous-développés, généralement dépourvus de cette ressource. De même, la grande diversité culturelle et ethnique forme une mosaïque sociale complexe. Il importe donc d'apporter une coopération différenciée, adaptée à la situation effective de chaque pays. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la région a été le théâtre de nombreux conflits, dont les six guerres israélo-arabes, la guerre civile au Liban, le conflit israélo-palestinien, les deux guerres du Golfe (Iran-Irak, et invasion du Koweït par l'Irak), la guerre civile au Yémen et la guerre en Irak. L'instabilité de la situation politique perdure en Irak et en Palestine. L'instauration d'un environnement stable au Moyen-Orient aura un impact considérable sur l'économie mondiale et sur la paix et la stabilité de la planète. Dans cette optique, il est impératif de promouvoir la réconciliation entre les différentes communautés ethniques et religieuses, ainsi qu'entre les classes sociales.

Dans les pays producteurs de pétrole, les recettes fiscales tirées de cette manne financent d'importants projets d'infrastructure de réseaux de transport et d'information de grande qualité ; toutefois, le développement des ressources humaines nécessaires au renforcement de l'infrastructure industrielle représente un énorme défi. En revanche, dans les pays à plus faibles revenus

– dépourvus de ressources minérales – l'aide doit aller en priorité à la santé, à l'éducation, à la lutte contre la pauvreté et au développement rural.

Dans cette région peu arrosée, la maîtrise des ressources hydriques, capitale pour la vie quotidienne, l'agriculture et le développement de l'industrie, est aussi un enjeu politique de première importance. L'aide dans ce domaine doit répondre à des besoins variés : évaluation précise des ressources hydriques disponibles, maîtrise de l'eau, développement des ressources hydriques dans les régions possédant les capacités nécessaires, promotion d'une utilisation rationnelle de l'eau (traitement et réutilisation des eaux usées, contrôle des fuites, etc.), gestion de l'eau d'irrigation, économies d'eau en milieu urbain.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la situation internationale a pris une tournure radicale, et il est devenu d'autant plus nécessaire de moderniser et de démocratiser la société arabe traditionnelle. Dans le même temps, la réforme des structures économiques est devenue indispensable dans le contexte de la mondialisation. L'appui au Moyen-Orient et au Maghreb étant étroitement lié à l'évolution de la situation internationale, la coopération doit se concentrer sur les domaines essentiels à la stabilité de chaque pays et de chaque zone, tout en restant à l'écoute des évolutions.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Les priorités par pays

Palestine – Soutenir le processus de paix au Moyen-Orient

La mise en place d'un gouvernement plus modéré avec l'élection de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne en janvier 2005 et le retrait d'Israël de la bande de Gaza en septembre 2005 ont ravivé les espoirs de paix au Moyen-Orient et conduit la communauté internationale à étendre sa coopération dans la région.

Considérant qu'il est urgent d'apporter une aide à la Palestine dans une perspective de sécurité humaine, la JICA a lancé le projet d'étude de développement de la région de Jéricho, en octobre 2005. Ce projet prévoit la formulation de plans de développement des secteurs primaires (agriculture, tourisme, etc.) à moyen et long terme pour la région de Jéricho et la vallée du Jourdain, de façon à mettre en place une économie autonome. La JICA a également mis en œuvre, en août 2005, des projets de coopération technique programmés sur trois ans dans les domaines suivants : administration locale, santé maternelle et infantile, gestion des déchets. Ces projets visent à améliorer la qualité des services offerts à la population et à renforcer les capacités administratives des municipalités et autres collectivités locales. Pour faciliter et accélérer la mise en œuvre de ces projets, la JICA s'appuie sur son système d'exécution rapide (voir p. 13), et elle a ouvert deux bureaux de projets en Cisjordanie afin de renforcer les systèmes de soutien.

Afin de favoriser le développement à moyen et long terme de la région de Jéricho et de la vallée du Jourdain, la JICA prévoit de promouvoir les secteurs primaires (agriculture et tourisme, notamment) dans une perspective d'autonomisation économique ; cette démarche viendra s'ajouter aux projets en cours sur le renforcement des capacités administratives et l'amélioration de la qualité des services offerts à la population.

Précisons toutefois que la communauté internationale a entrepris de réexaminer son aide après la victoire des fondamentalistes du Hamas aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006.

Afghanistan – Développement rural et renforcement des capacités pour consolider la paix

Depuis 2002, année où le Japon et le reste de la communauté internationale ont entamé leurs efforts d'aide en faveur de la reconstruction en Afghanistan, celle-ci a progressé sur de nombreux fronts. Dans le cadre du processus de transition visant à remettre sur pied les institutions politiques (processus de Bonn, conforme aux accords de Bonn signés en décembre 2001), les élections à la chambre basse du Parlement et aux conseils provinciaux se sont tenues en septembre 2005, après l'adoption de la Constitution et la tenue du scrutin présidentiel. En juin 2005, quelque 63 000 combattants sur tout le territoire avaient rendu les armes dans le cadre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), au centre des efforts

Sur le Terrain Palestine

Activités de l'Association des anciens stagiaires de la JICA

Multiplication des possibilités grâce au réseau mis en place

Soutien mettant l'accent sur le développement humain

La viabilité de l'aide ne garantit pas la gestion ultérieure des équipements fournis. Assurer la viabilité de l'aide, c'est faire en sorte que ceux qui en ont bénéficié pour acquérir des compétences leur permettant d'améliorer la productivité et la gestion des équipements fournis partagent ensuite ce savoir-faire avec la communauté locale.

L'insécurité et d'autres facteurs ayant conduit les Japonais à restreindre leurs activités en Palestine, la coopération en faveur de ce pays s'est appuyée sur l'accueil de participants à des formations et sur le soutien aux activités de l'association formée par ces anciens stagiaires. Au total, ils sont presque un millier à avoir suivi une formation de la JICA au Japon ou dans des pays tiers comme la Jordanie ou l'Égypte. Le bureau de la JICA en Palestine s'emploie à tisser un réseau entre ces anciens participants de retour dans leur pays, et à favoriser les activités de ceux qu'il considère comme des acteurs de l'aide au développement au niveau local.

Étendre les possibilités de l'Association des anciens stagiaires de la JICA

Au cours de l'exercice 2006, une

« Journée de l'environnement » a été mise en place et des soins médicaux gratuits dispensés au titre des activités indépendantes de l'association. Lors de la Journée de l'environnement, une campagne de nettoyage de la plage de Gaza a été organisée ; ce nettoyage a été effectué par les anciens stagiaires et d'autres volontaires. Quant aux soins médicaux gratuits, ce sont des médecins membres du conseil d'administration de l'association qui ont pris l'initiative de les dispenser conjointement avec d'autres volontaires dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza.

Par ailleurs, la JICA a commandé à l'Association des anciens stagiaires une étude de suivi pour un projet d'aide financière non remboursable, ce qui constitue une première. Dans cette expérience originale, l'association a fait office de consultant interne pour la JICA. Ces dernières années, l'Agence a eu largement recours à la coopération ultérieure, une aide très appréciée car

rapidement disponible, qui facilite l'application concrète au niveau local des résultats des formations.

L'association possède son propre site Web (<http://www.jalap.org/>), ce qui lui permet de diffuser et d'échanger activement des informations. Elle a installé son bureau dans la bande de Gaza. La JICA entend continuer à soutenir ses activités, et elle compte créer un réseau d'anciens participants à des formations en Cisjordanie au cours de l'exercice 2006.

(Bureau de la JICA en Palestine)



Activité de boisement menée par l'Association d'anciens stagiaires de la JICA, qui dispose d'un réseau solide et étendu.



Femmes apprenant à lire avec le plus grand sérieux : en Afghanistan, le taux d'alphabétisation des adultes est très faible suite aux différents conflits. (Projet de développement de l'alphabétisation)

de stabilisation sécuritaire ; les activités visant leur réintégration se poursuivent.

Dans le domaine de la reconstruction, la plupart des routes à grande circulation ont été remises en état, et 13 000 écoles primaires et secondaires ont été rebâties (le nombre d'élèves inscrits est passé de un à cinq millions entre 1999 et 2005) ; par ailleurs, des projets d'alphabétisation et de développement communautaire ont été menés dans quelque 10 000 villages.

Au cours des quatre dernières années, la JICA a consacré au total 9,9 milliards JPY à ses projets de reconstruction en Afghanistan, en coordination avec les autres activités de la communauté internationale dans ce domaine. Durant la phase de reconstruction d'urgence, les routes ainsi que les écoles et autres équipements collectifs ont été rebâties à Kaboul, Kandahar et Mazari Sharif. Dans le secteur éducatif, le programme de renforcement de la formation des enseignants, qui vise à former pas moins de 10 000 professionnels sur tout le territoire pour faire face à l'explosion de l'effectif scolaire, tout en encourageant l'enseignement informel, a été mis en œuvre. Dans le secteur de la santé, un taux de mortalité maternelle très élevé et une proportion alarmante de décès dus à la tuberculose ont conduit à la mise en place d'une aide au renforcement du personnel médical, l'accent étant mis sur la santé reproductive et la lutte contre la tuberculose. Parmi les autres efforts de coopération, citons l'appui à la réinsertion des ex-combattants par le biais de la formation professionnelle (programme DDR), l'aide à la réintégration des rapatriés par le développement communautaire, et les programmes de soutien aux femmes.

Après l'achèvement du processus de Bonn, marqué par l'entrée en fonctions de l'Assemblée nationale en décembre 2005, l'Afghanistan et la communauté internationale ont adopté le pacte pour l'Afghanistan, un nouveau cadre de coopération lancé en janvier 2006 lors de la conférence de Londres. Pendant cette conférence, le gouvernement afghan a annoncé un plan quinquennal intitulé « Stratégie intérimaire pour le développement national » ; les principaux pays donateurs et organismes internationaux se sont engagés à verser 10,5 milliards USD à l'appui de cette stratégie – la contribution du gouvernement japonais devant s'élever à 450 millions USD – et à poursuivre leur soutien à l'Afghanistan.

Pour accroître les résultats et la viabilité de l'aide dans les domaines prioritaires, la JICA assurera un soutien combinant efficacement différents projets ; elle mettra ainsi l'accent sur le développement rural intégré en vue de favoriser l'agriculture et de consolider les moyens d'existence des résidents en milieu rural, sur l'amélioration des services de santé de base, sur

le développement du secteur éducatif et de l'infrastructure sociale.

Irak – Consolidation de la paix et aide à la reconstruction après la guerre

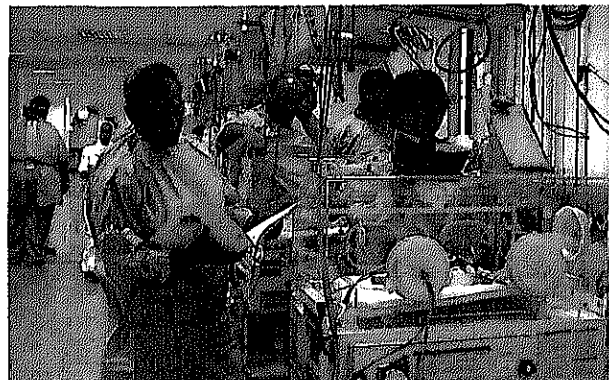
Trois ans après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, les attaques armées se poursuivent, les conflits entre les différentes factions religieuses ne montrent aucun signe de déclin, et les tensions subsistent dans les grandes agglomérations du pays. Toutefois, des événements comme l'élaboration de la nouvelle Constitution irakienne en octobre 2005 et la tenue d'élections législatives en décembre de la même année indiquent que la population irakienne est en passe de prendre en main la reconstruction du pays.

Lors de la conférence internationale des pays donateurs pour la reconstruction de l'Irak qui s'est tenue en octobre 2003, le gouvernement japonais a annoncé l'octroi d'une aide sous forme de dons (de 150 millions USD) et de prêts en yens (d'un montant équivalant à 350 millions USD) au titre du soutien à l'Irak. Tenant compte des secteurs prioritaires de la stratégie pour le développement national de l'Irak, la JICA privilégie l'appui à la gestion des affaires publiques, l'amélioration des services sociaux, le développement des infrastructures de base et le développement économique. Pour une mise en œuvre plus efficace de l'aide financière japonaise, la JICA soutient l'amélioration organisationnelle des structures s'adressant à la population irakienne et le développement des ressources humaines via des programmes de formation au Japon et dans d'autres pays. Au cours de l'exercice 2005, pas moins de 570 Irakiens ont bénéficié d'une formation (166 au Japon, 212 en Jordanie, 146 en Égypte, 33 en Syrie, 9 en Malaisie et 1 à Singapour) dans des domaines aussi variés que l'énergie électrique, l'approvisionnement en eau, la santé et l'irrigation.

Environ 1 300 Irakiens ont suivi une formation depuis l'exercice 2004. Comme ils sont appelés à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de l'aide japonaise en Irak, la JICA va créer une association d'anciens participants pour soutenir leurs activités et renforcer ainsi les liens de coopération entre le Japon et l'Irak.

Coopération Sud-Sud

Résolument unis par des liens politiques et culturels, les pays du Moyen-Orient et du Maghreb partagent également de nombreux problèmes de développement. La coopération régionale leur permet d'aborder ensemble ces problèmes, de manière efficace, contribuant ainsi à la stabilité de toute la région. La collaboration avec les pays arabes est déterminante tant pour le processus de paix au Moyen-Orient que pour l'aide à l'Irak. En assurant des formations pour l'Irak et la Palestine



Cette formation visant à améliorer les compétences cliniques de techniciens médicaux irakiens a lieu à l'Hôpital pédiatrique de l'Université du Caire, en Égypte.

dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie (formation pour les pays tiers), la JICA encourage la coopération Sud-Sud, au service de la consolidation de la paix et de la coopération régionale.

Pour la coopération Sud-Sud en faveur de l'Afrique, la JICA s'appuie sur des accords de partenariat avec l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. Elle tire parti des expériences passées de la coopération japonaise et prend en compte la perspective du soutien au nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour promouvoir une coopération conforme aux besoins des pays membres du NEPAD et aux caractéristiques du pays hôte.

Développement humain et formation professionnelle

Dans beaucoup de pays de la région, qui connaissent une explosion démographique, le chômage des jeunes est devenu un véritable problème de société. Dans un contexte de libéralisation croissante des échanges et d'intensification de la concurrence internationale, l'amélioration des compétences techniques est indispensable au développement industriel et à la création d'emplois.

La JICA a apporté son soutien actif au développement des ressources humaines et à la formation professionnelle dans la région. Dans le cadre de l'initiative de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient élargi (Broader Middle East and North Africa - BMENA), un atelier sur la formation professionnelle organisé conjointement par les gouvernements japonais et

jordanien, en association avec la JICA, s'est tenu en Jordanie en septembre 2005. Les pays du G8 et ceux du BMENA y ont participé ; ils ont fait le point sur leur situation respective et sur les questions liées à l'emploi et à la formation professionnelle. Ils sont convenus d'instaurer un système de formation professionnelle et d'enseignement technique viable et conforme aux besoins locaux, en collaboration avec les secteurs public et privé, dans le cadre d'un mécanisme régional.

Maîtrise des ressources en eau et protection de l'environnement

Au Moyen-Orient et au Maghreb, en grande partie couverts par des zones arides et semi-arides, l'accroissement de la population et le développement de l'activité industrielle font de la pénurie d'eau un problème très préoccupant. De plus, le développement économique récent, ainsi que l'urbanisation et l'industrialisation rapides ont aggravé les problèmes environnementaux comme la pollution de l'eau, la prolifération des déchets solides et la pollution atmosphérique.

La JICA assure une coopération visant à renforcer les compétences techniques des ressources humaines appelées à occuper des postes clés dans les différents secteurs. Ses activités portent notamment sur le renforcement des capacités de surveillance de l'environnement et des capacités administratives dans le secteur de l'environnement, la gestion des informations sur les ressources hydriques, le contrôle des fuites et la gestion de l'eau.

Sur le Terrain Syrie

Projet de développement de systèmes d'irrigation rationnels et de vulgarisation agricole en Syrie

Parvenir à une utilisation efficace des ressources hydriques par la vulgarisation des techniques et par des actions de sensibilisation

Améliorer les programmes visant à réduire la consommation d'eau à usage agricole

La pénurie d'eau constitue un problème majeur en Syrie. En particulier, l'eau destinée à l'agriculture représente 80 % de la consommation nationale d'eau. L'État syrien s'est attaqué à ce problème de différentes manières. Il a par exemple annoncé une vaste politique visant à remplacer sur cinq ans (entre 2000 et 2004) les systèmes classiques d'irrigation par des méthodes modernes, économes en eau. Mais le renforcement des institutions et les mesures destinées à promouvoir la mise en œuvre de cette politique n'ont pas très bien fonctionné, et cette politique n'a pas abouti.

Parallèlement, la JICA a mené différents projets mettant l'accent sur une utilisation efficace des ressources en eau, l'objectif prioritaire de son aide à la Syrie. La promotion de l'économie d'eau dans le secteur agricole est conforme à la politique d'aide de la JICA dans ce pays. Ce projet de coopération technique, qui répond à une demande du ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire, a démarré en 2005.

Sur les sites concernés, il s'agit de parvenir à n'utiliser que la quantité d'eau strictement nécessaire à l'irrigation en formant des techniciens dans ce domaine et en développant les activités de vulgarisation agricole.

Renforcer la sensibilisation à l'économie d'eau

L'irrigation économe en eau fait depuis longtemps l'objet d'études et de recherches en Syrie, mais comme il s'agit d'un pays en développement, il n'est pas facile d'y recueillir des données suffisantes pour la mise en œuvre de projets. La première année de ce projet a donc été consacrée à la réalisation d'une étude sur les données de référence. Dans le même temps, les efforts passés ont été analysés pour permettre l'amélioration des activités de formation et de vulgarisation. Pour l'instant, des plans pilotes sont testés sur les sites du projet, et la formation technique des vulgarisateurs agricoles est en cours.

Premier obstacle à ce projet : la population syrienne n'a pas conscience de la nécessité d'économiser l'eau. De plus, les tarifs de l'eau sont si bas

qu'il est difficile d'utiliser ce levier pour réduire la demande. Fort heureusement, une nouvelle politique nationale destinée à promouvoir une agriculture irriguée économe en eau est mise en œuvre depuis 2006. En coordination avec ces efforts de renforcement des institutions du gouvernement syrien, le présent projet continuera à promouvoir une utilisation efficiente de l'eau d'irrigation en montrant aux agriculteurs les avantages des systèmes d'irrigation économe et en poursuivant les actions de sensibilisation aux économies d'eau.

(Bureau de la JICA en Syrie)



Réalisation d'une étude sur les données de référence dans un vignoble



Afrique

Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

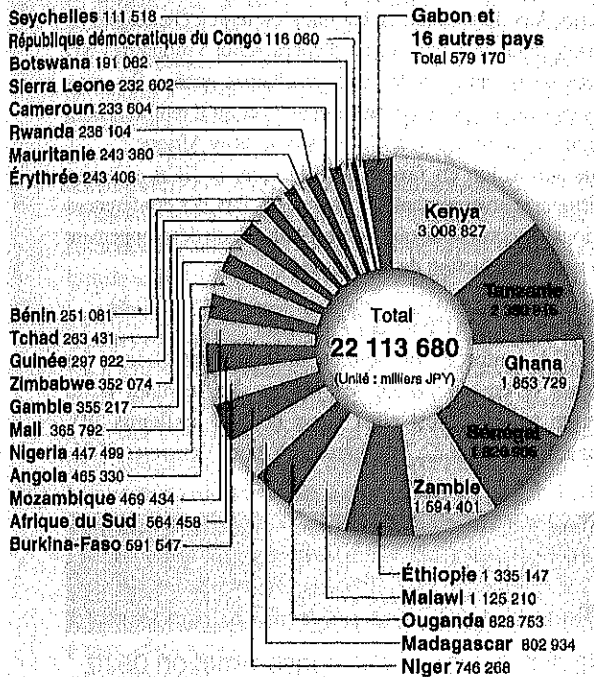
Partie 4

Références

Chapitre 3 Afrique

Piliers de l'aide Ultime objectif : Réduire la pauvreté

Résultats de la coopération par pays d'Afrique (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide à l'Afrique, y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 22,653 203 milliards JPY.

L'Afrique, qui affiche le taux de pauvreté le plus élevé au monde, doit affronter une multitude de problèmes des plus préoccupants, comme les conflits, la famine, les maladies infectieuses (sida, paludisme, tuberculose, etc.), un taux de scolarisation faible et l'accumulation de la dette. Cette région est confrontée à des problèmes de développement sans équivalent dans le monde.

La situation retient l'attention de la communauté internationale consciente du rôle fondamental de la paix et la stabilité en Afrique dans le développement durable de la planète. L'aide à ce continent est au centre de nombreuses discussions dans les conférences internationales comme le sommet du G8.

Le Japon soutient activement les efforts de développement de l'Afrique, dont les problèmes cités plus haut perdurent. En 1993, à l'initiative du Japon, la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), a été organisée conjointement avec les Nations unies et d'autres acteurs de l'aide. Depuis, le Japon continue à mobiliser l'intérêt porté à l'Afrique. Lors de la troisième TICAD (TICAD III) qui s'est tenue en 2003, le Japon a annoncé qu'il contribuerait au développement de l'Afrique dans le cadre d'un partenariat mondial et en collaboration avec les pays africains. À cet égard, il préconise une approche articulée autour de trois axes : développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix. Lors du sommet Asie-Afrique d'avril 2005, le gouvernement japonais s'est engagé à organiser la quatrième TICAD (TICAD IV) en 2008, et à doubler l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique au cours des trois prochaines années. La JICA, qui désigne comme objectif ultime du développement africain la réduction de la pauvreté, continue à fournir une aide conforme aux grandes orientations suivantes :

- 1) Contribution aux objectifs du Millénaire pour le développement, ou OMD (coopération visant à réduire la pauvreté, amélioration des indicateurs de développement social).
- 2) Réalisation de projets prenant en compte la sécurité humaine (soutien accru aux groupes et aux communautés vulnérables)
- 3) Mise en place rapide de l'aide à la reconstruction dans les pays sortant d'un conflit.
- 4) Suivi de la TICAD III et poursuite de la collaboration avec le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
- 5) Appui au processus d'élaboration de politiques de chaque pays d'Afrique et renforcement de la coordination de l'aide en conformité avec les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), etc.

L'aide de la JICA dans ces domaines sera fournie en exploitant la coopération intrarégionale entre les pays africains à partir de bases régionales, ainsi que la coopération Sud-Sud, afin que l'Afrique puisse bénéficier de l'expérience de l'Asie en matière de développement.

État actuel du développement régional

Situation actuelle de l'Afrique
La région Afrique correspond ici à l'Afrique subsaharienne, selon une définition propre à la JICA qui n'est pas forcément calquée sur la géographie.

Ce vaste territoire qui s'étend sur 23,75 millions de km² se caractérise par un climat et des paysages extrêmement variés, allant des régions arides du désert aux zones chaudes et humides de la forêt pluviale tropicale. Elle abrite plus de 850 millions d'individus répartis dans 48 pays.

La plupart des pays africains ont obtenu leur indépendance au cours de la décennie 1960. Durant cette période, un environnement économique international caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation leur a permis d'atteindre un taux de croissance satisfaisant. Toutefois, ces pays n'ont pas réussi à se défaire d'une structure économique fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Dans les années 1970, la chute des cours de ces produits, l'instabilité des régimes politiques, la sécheresse et les inondations ont entraîné la stagnation de leur

économie. Beaucoup de pays africains ont ainsi connu une grave crise économique durant les années 1980 (« la décennie perdue »). Les gouvernements manquent depuis lors régulièrement de fonds non seulement pour le développement, mais aussi pour le financement des coûts renouvelables nécessaires à la fourniture des services sociaux de base.

Les principaux facteurs responsables de la stagnation en Afrique sont la fragilité des institutions nationales et l'instabilité des systèmes politiques et sociaux, minés notamment par les conflits locaux. Durant les années 1990, beaucoup de pays sont passés au multipartisme et ont organisé des élections libres dans le cadre de leurs efforts de démocratisation. Toutefois, 20 d'entre eux ont subi des conflits depuis les années 1990, conflits qui ont engendré plus de 4,5 millions de réfugiés.

Quarante des 50 pays les moins avancés (PMA, selon la définition du Programme de développement des Nations unies ou PNUD) se situent en Afrique.

Dans ces 40 pays, le revenu par habitant est inférieur à son

niveau des années 1960. Environ 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté d'un dollar par jour.

Si l'Afrique est toujours aux prises avec les multiples problèmes mentionnés précédemment, la paix y fait peu à peu son chemin. Au Soudan, en Sierra Leone ou en Angola par exemple, les activités d'aide à la reconstruction ont commencé, et la coopération entre

divers pays dont le Japon, et des organisations internationales doit aider ces pays à sortir d'une situation post-conflictuelle. Autre facteur positif pour le développement de l'Afrique : les pays concernés comprennent mieux l'importance de leurs efforts d'auto-assistance pour leur propre développement. Or, c'est l'un des fondements du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Tirer parti des politiques gouvernementales des trois TICAD

Au cours de l'exercice 2005, la JICA a consacré 22,7 milliards JPY à la coopération technique en Afrique, ce qui en fait l'un des principaux pays donateurs sur ce continent.

Les trois conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD en 1993, TICAD II en 1998 et TICAD III en 2003) ont été organisées conjointement par le gouvernement japonais, les Nations unies et d'autres acteurs de l'aide dans le but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'importance du développement africain.

Lors de la TICAD III en 2003, le Japon a réaffirmé son soutien au NEPAD à travers la TICAD - dans le droit fil de la politique de base du Japon - et souligné l'importance de la sécurité humaine dans le développement de l'Afrique. Il a également annoncé son initiative pour la coopération en faveur de l'Afrique, qui s'appuie sur trois piliers : développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix.

Lors du sommet Asie-Afrique d'avril 2005, le gouvernement

japonais a annoncé qu'il organiserait la quatrième TICAD (TICAD IV) en 2008, qu'il doublerait l'aide publique au développement (APD) pour l'Afrique au cours des trois prochaines années et qu'il renforcerait la coopération entre l'Asie et l'Afrique, réaffirmant ainsi sa volonté de soutenir activement les pays africains. Par ailleurs, lors du sommet du G8 qui s'est tenu à Gleneagles en juillet 2005, le Japon a annoncé qu'il consacrerait 5 milliards USD au secteur de la santé sur les cinq prochaines années (les pays africains en étant les premiers bénéficiaires) et qu'il renforcerait la promotion du commerce et des investissements en Afrique.

Dans son action en faveur de l'Afrique, la JICA s'inspire des politiques gouvernementales annoncées lors des conférences internationales, consciente que l'objectif ultime du développement africain reste la réduction de la pauvreté.

Renforcer le soutien à l'Afrique

La JICA renforce son soutien au continent africain en augmentant et en améliorant ses projets. Le montant de la coopération technique est ainsi passé de 21,2 milliards JPY pour l'exercice 2004 à 22,7 milliards JPY pour l'exercice 2005.

Sur le Terrain Sénégal

Étude sur la réorganisation de la production rizicole

Élaborer des processus opérationnels, de la production à la distribution et à la consommation de riz

Stagnation de la production nationale de riz

Comme au Japon, le riz constitue l'une des bases de l'alimentation dans de nombreuses régions d'Afrique occidentale. Les Sénégalais, notamment, en sont de grands consommateurs. À l'origine, le riz n'était pas un aliment traditionnel, sauf dans les régions rizicoles du sud. Mais dans les années 1950, avant que le Sénégal n'obtienne son indépendance, la France (sa métropole d'alors) en a importé de grandes quantités en provenance d'Indochine. L'habitude de consommer cet aliment s'est ensuite étendue rapidement des villes vers les zones rurales. Aujourd'hui, le repas de midi, le plus important de la journée, est à base de riz, même dans les régions reculées du pays. Avec l'appui de donateurs, le gouvernement sénégalais a développé une zone irriguée, pour l'essentiel dans la vallée du fleuve Sénégal, au nord du pays. Pour l'heure, cette zone est un grenier qui représente 60 % de la production de riz dans ce pays. Or, comme cette production ne couvre que 10 % de la consommation nationale, le Sénégal est contraint d'importer du riz en provenance de Thaïlande et du Vietnam.

Nouvelle approche destinée à améliorer le taux d'autosuffisance

Une approche réputée efficace pour améliorer le taux d'autosuffisance rizicole consiste à étendre la surface irriguée et à augmenter la productivité en améliorant le rendement des parcelles. Mais cette question est loin d'être simple. En effet, des problèmes comme la transition des politiques agricoles après l'indépendance, l'évolution des marchés internationaux et les préférences des Sénégalais sont imbriqués d'une manière complexe. Si l'ensemble des processus allant de la production à la consommation fonctionnent convenablement, il sera possible de stimuler le secteur rizicole, ce qui contribuera à la sécurité alimentaire et accroîtra les revenus des agriculteurs. Dans cette optique, la planification liée à la promotion du secteur rizicole a démarré en novembre 2004.

Si en matière de riziculture, la coopération technique japonaise s'est toujours concentrée sur la production, cette étude adopte une nouvelle approche. Il s'agit de déterminer les étapes

susceptibles d'être améliorées, en remontant la chaîne à l'envers : de la table des consommateurs sénégalais à la commercialisation et à la distribution, de l'usinage et de la transformation à la production de riz non décortiqué (paddy). Si beaucoup pensent que le marché et la distribution relèvent du secteur privé, et que l'APD n'y a pas sa place, nous pensons toutefois que l'administration peut jouer un rôle important au niveau des systèmes et des institutions.

(Bureau de la JICA au Sénégal)



Campagne de vente en faveur du riz d'excellente qualité produit au Sénégal

Dans la mise en œuvre de ses projets, l'Agence défend une coordination organique, afin de susciter des synergies entre coopération technique, aide sous forme de dons et prêts en yens, et d'améliorer la qualité de la coopération. Dans le même temps, la JICA a pris de nouvelles initiatives comme la mise en œuvre rapide de mesures pour la reconstruction et la consolidation de la paix, ou encore le développement d'infrastructures transfrontières.

L'Agence continue également à consolider la mise en place

du système d'exécution de l'aide à l'Afrique. Elle a notamment ouvert de nouveaux bureaux au Cameroun, en Namibie et au Rwanda, décentralisé le processus de décision et transféré davantage de personnel dans les pays africains. Les bureaux d'appui régional établis au Kenya, au Sénégal et en Afrique du Sud apportent une aide technique aux bureaux de la JICA en Afrique (qui, en avril 2006, étaient au nombre de 23). La mise en place du système d'exécution a permis d'apporter une aide encore plus précise.

Actions face aux problèmes prioritaires

Objectif ultime : Réduire la pauvreté

Face à l'ampleur et à la persistance du problème de la pauvreté en Afrique, nul ne conteste l'importance du développement des services sociaux de base tels que la santé, l'éducation ou l'accès à l'eau potable. Il n'en est pas moins capital de promouvoir un développement fondé sur la croissance économique, si l'on souhaite réduire durablement (sur le moyen et long terme) la pauvreté dans les pays africains. Étant donné que 70 % des Africains vivent dans des zones rurales et que la plupart d'entre eux sont pauvres, l'essor de l'économie africaine passe en premier lieu par le développement de ces zones. Par ailleurs, la consolidation de la paix est indispensable à la mise en place de l'aide au développement.

Ainsi, la JICA contribue activement à traiter des questions urgentes comme l'augmentation du taux de scolarisation primaire en vue d'améliorer les conditions de vie de la population, la lutte contre le VIH/sida et l'approvisionnement en eau. Par ailleurs, ses efforts visent à soutenir le développement rural et agricole comme soubassement de la croissance économique, à développer l'éducation secondaire et la formation professionnelle, à promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) pour dynamiser l'industrie locale, et à moderniser l'infrastructure de base (réseau routier, installations portuaires, etc.). L'Agence se concentre en outre sur la consolidation de la paix, qui est le fondement essentiel de tout processus de développement. Dans ses actions, elle privilégie l'impact et l'efficacité, la collaboration active avec les autres donateurs et l'appui à la coopération Sud-Sud, axée sur le partage d'expériences avec d'autres régions.

Consolidation de la paix

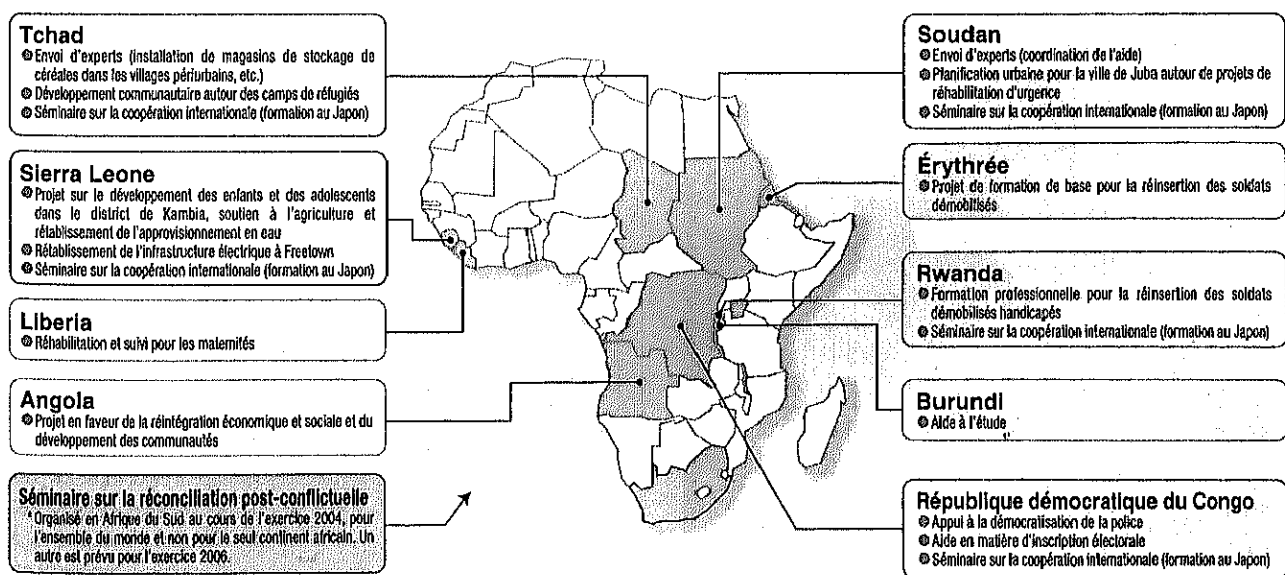
Condition préalable au déploiement de tous les efforts de

développement, quels qu'ils soient, la consolidation de la paix est d'une importance capitale. Compte tenu du contexte historique et culturel des pays africains, il convient de poser les bases du constitutionnalisme, de la démocratie et des droits de l'homme, et d'améliorer la transparence et l'efficacité des pouvoirs publics dans ces pays. De plus, il est essentiel de prévenir la récurrence des conflits en permettant à l'économie et à la société de se redresser progressivement autour de valeurs démocratiques et de principes de bonne gestion des affaires publiques.

L'Agence entend accompagner de façon continue les pays ayant connu un conflit, de la fin de ce conflit à la phase de reconstruction puis de développement. À cet égard, en s'appuyant sur le concept de sécurité humaine, elle privilégie une aide centrée sur la reconstruction communautaire, et elle déploie les efforts nécessaires pour faire avancer la démocratisation et consolider la paix (voir figure 2-1 pour le détail de l'aide dans chaque pays d'Afrique). Lors de l'exercice 2005, la JICA a contribué au développement de communautés rurales dans des pays en phase de reconstruction (formation professionnelle pour les combattants démobilisés, soutien aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux populations des communautés locales dans les zones d'accueil), afin de favoriser la reconstruction et la stabilisation sociale.

Devant l'urgence de la situation au Soudan, la JICA fournit une aide axée sur la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que sur le rétablissement de l'infrastructure de base (projet concernant les installations portuaires de Juba, dans le sud du Soudan, ville qui fut le principal théâtre de la guerre civile). Par ailleurs, pour appuyer la mise en place du nouveau système soudanais, l'Agence a participé au développement des

Figure 2-1 Actions de consolidation de la paix menées par la JICA en Afrique



Juin 2006

ressources humaines (voir p. 14) en envoyant des experts auprès du Département de la coopération internationale ; cette structure reçoit l'aide, forme les agents d'administration venus des régions Nord et Sud du Soudan, et dispense des formations techniques dans des pays tiers comme l'Égypte et le Kenya. En Angola, la JICA a mis en oeuvre de petits projets comme la réparation de systèmes d'irrigation à participation communautaire ou d'écoles primaires afin de dynamiser des zones rurales où se sont réinstallés des soldats démobilisés, des réfugiés et des personnes déplacées.

En république démocratique du Congo, les premières élections nationales depuis l'indépendance, fixées à 2006, devaient être les plus vastes jamais organisées au monde. En coopération avec l'Afrique du Sud et la mission de l'ONU en république démocratique du Congo (MONUC), qui mène des opérations de maintien de la paix dans ce pays, la JICA a dispensé des formations destinées à renforcer les capacités des personnes responsables de l'organisation des élections (inscription des électeurs, notamment), de mai 2005 à mars 2006. Elle a par ailleurs organisé des formations pour favoriser la démocratisation des forces de police, appelées à jouer un rôle essentiel de maintien de la sécurité. L'Agence a ainsi contribué à renforcer les compétences de plus de 5 000 personnes.

En Sierra Leone, le district de Kambia, dont sont originaires de nombreux réfugiés qui avaient fui après le départ des équipes de secours d'urgence de l'ONU et des autres organisations, a bénéficié d'une aide axée sur l'éducation et l'agriculture. Ces mesures sont destinées à favoriser l'autonomisation des communautés. Parallèlement, des actions portant sur le rétablissement de l'infrastructure de base, comme l'alimentation en eau et en électricité, ont démarré.

Développement centré sur l'être humain

L'idée de sécurité humaine englobe la protection de la vie des individus sous tous ses aspects et la mise en place de conditions garantissant leur liberté et favorisant leur épanouissement personnel. Une stratégie permettant de protéger les individus et de développer leurs capacités est essentielle pour garantir leur survie, leurs moyens de subsistance et leur dignité. La JICA privilégie la notion de sécurité humaine dans la réalisation des OMD, et apporte une aide axée avant tout sur l'autonomisation et le développement des zones rurales, afin d'améliorer les conditions de vie de base des populations pauvres (amélioration des services sanitaires et éducatifs, accès à de l'eau salubre).

1. Éducation

En matière d'éducation de base, la JICA construit des écoles grâce à une aide sous forme de dons. Elle contribue ainsi à la réalisation des OMD 2 (assurer l'éducation primaire pour tous),



Formation destinée aux résidents. Objectif : développer des ressources humaines capables d'améliorer par elles-mêmes l'environnement éducatif dégradé (Sierra Leone)

et 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) (voir p. 70). L'Agence s'emploie à améliorer la qualité de l'enseignement secondaire des sciences et des mathématiques au Kenya, au Ghana et en Afrique du Sud, en tenant compte de la scolarisation primaire. Par ailleurs, pour développer les ressources humaines nécessaires à une croissance durable et à la réduction de la pauvreté, la JICA poursuit ses actions en faveur de la formation professionnelle et de l'éducation, principalement au Sénégal et en Ouganda.

Dans le secteur éducatif, la JICA ne se contente pas d'offrir aux individus les moyens d'apprendre. Elle contribue aussi à (1) la réalisation d'études sur l'état des écoles, (2) l'amélioration des capacités de planification des administrations scolaires locales, (3) l'amélioration de la gestion administrative par la formation des directeurs d'école, et (4) la promotion d'une gestion scolaire impliquant la participation des parents et de la communauté locale. En Éthiopie, où l'accent est mis sur la décentralisation, la JICA participe également au renforcement des capacités en s'appuyant sur la participation de la communauté locale. L'Agence aide notamment les administrations locales à élaborer des plans éducatifs, et elle contribue à l'amélioration des systèmes d'information.

2. Santé

L'aide dans le domaine sanitaire est un défi essentiel en Afrique. Pour répondre aux OMD 4 (réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans), 5 (améliorer la santé maternelle), et 6 (combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies), l'Agence travaille à l'amélioration des capacités et de l'environnement dans ce domaine.

La JICA contribue à améliorer les structures administratives et les institutions en charge de la santé et des soins médicaux, et elle privilégie la formation de praticiens travaillant sur le terrain. Concernant l'un des problèmes urgents de l'Afrique, le VIH/sida, la priorité est donnée au conseil et au dépistage volontaire (CDV). La JICA participe au CDV en fournissant des kits de dépistage. Quant aux maladies infectieuses et parasitaires, le Kenya, le Ghana et la Zambie bénéficient de projets destinés à améliorer les capacités de leurs instituts de recherche et laboratoires de dépistage, ainsi que d'activités d'éducation et de sensibilisation ; l'exécution de ces projets s'effectue en collaboration avec des volontaires japonais (JOCV) et des organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Comme nous l'avons vu précédemment, le premier ministre Junichiro Koizumi a désigné l'Afrique comme premier bénéficiaire de l'APD du Japon. Ainsi, lors du sommet du G8 qui s'est tenu à Gleneagles en juillet 2005, il a annoncé l'attribution d'une enveloppe de 5 milliards USD aux pays africains sur les cinq prochaines années. L'aide consacrée au secteur de la santé devrait augmenter en conséquence.

3. Approvisionnement en eau

Dans ce domaine, pour répondre aux OMD 4, 5 et 7, qui visent respectivement à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, à améliorer la santé maternelle et à assurer un environnement durable, l'Agence s'efforcera d'étendre le développement de systèmes d'alimentation en eau salubre à davantage de zones rurales.

Concrètement, elle étendra les projets mis en oeuvre au niveau régional, notamment ceux qui concernent l'aménagement de puits profonds, qu'elle soutient déjà activement ; à cet égard, elle entend privilégier les projets de coopération qui prennent en compte les plus démunis, les femmes et les autres groupes socialement vulnérables. De plus, pour renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et à la gestion des installations d'approvisionnement en eau et développer l'éducation à l'hygiène, la JICA met en place une

coopération destinée non seulement aux techniciens, mais aussi aux administrations communautaires, telles que les comités de gestion de l'eau en Éthiopie et au Sénégal.

Réduction de la pauvreté par la croissance économique

La réalisation des OMD passe non seulement par une réduction temporaire de la pauvreté, mais aussi par la poursuite des efforts en faveur d'une réduction de ce fléau. Il est donc essentiel de créer les conditions d'une croissance économique durable.

En Asie de l'Est, la croissance a bénéficié de la création d'un environnement favorable aux investissements issus du secteur privé, y compris pour le développement d'infrastructures et la revitalisation du commerce et d'autres activités économiques. Cette expérience montre qu'une croissance économique s'appuyant sur l'apport de capitaux privés et combinée à l'APD a finalement pour effet de réduire la pauvreté. Or, pour attirer les capitaux du secteur privé, il est essentiel de développer l'infrastructure de base, de mettre en place des environnements institutionnels et politiques, de renforcer les capacités nationales, d'assurer une bonne gestion des affaires publiques et de gérer sagement les politiques macroéconomiques. La dynamisation de l'industrie locale, qui s'appuie notamment sur le repérage des produits à valeur ajoutée et de ceux qui méritent un investissement, est un autre moyen efficace pour stimuler la croissance économique. Mesurant l'importance de ces facteurs, la JICA soutient la réduction de la pauvreté par la croissance économique.

Au Ghana, le beurre de karité produit à partir de noix locales a pu être exporté avec succès grâce à l'aide de la JICA. Il a été commercialisé au Japon sous forme de savons et de crèmes hydratantes. Cette action au niveau local a été menée par des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), travaillant en collaboration avec l'Organisation japonaise du commerce extérieur (Japan External Trade Organization ou JETRO). Elle constitue un exemple réussi de promotion de l'industrie locale. Au Malawi, en collaboration avec la préfecture d'Oita, l'Agence met en œuvre la campagne « Un village, un produit », qui vise à développer une sélection de produits locaux pour les rendre compétitifs à l'échelle mondiale. De nombreux groupes de production travaillent à la promotion des industries locales, dans

l'espoir d'accéder à une certaine autonomie régionale.

Le développement des infrastructures, notamment routières et portuaires, à l'échelle régionale, a pour but de revitaliser le réseau de distribution régional et de susciter ainsi les investissements du secteur privé. Ces projets nécessitent une coordination efficace des prêts en yens, de l'aide sous forme de dons et de la coopération technique. L'Agence contribue activement au développement d'infrastructures et elle encourage le soutien au développement d'infrastructures tout en collaborant étroitement et en échangeant des informations avec d'autres donateurs, parmi lesquels la Banque mondiale.

Coopération Sud-Sud

Si l'Afrique est un ensemble de pays et de communautés qui se distinguent profondément les uns des autres, certains problèmes peuvent être résolus grâce aux efforts concertés de plusieurs pays de la région : l'expérience acquise dans l'un peut servir de modèle pour résoudre un problème analogue dans un autre. Dans cet esprit et conformément à l'approche de l'aide issue du processus de la TICAD, la JICA s'emploie à promouvoir la coopération Sud-Sud.

Le programme Asie-Afrique de développement conjoint des connaissances a été lancé dans le cadre de la coopération entre ces deux régions. Ce programme doit permettre aux responsables des communautés d'échanger leurs expériences et leur savoir pour étudier et appliquer des solutions plus efficaces aux problèmes de développement de l'Afrique. Une activité pilote concernant le développement des communautés rurales a été mise en œuvre durant l'exercice 2005. Elle porte sur un transfert technique d'expériences entre responsables asiatiques et responsables africains.

La coopération intrarégionale est également à l'œuvre en Afrique. Soucieuse d'encourager la coopération mutuelle entre pays africains, la JICA apporte son appui à l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD), qui soutient des institutions d'enseignement supérieur dans trois pays d'Afrique de l'Est (le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda). Ces institutions mettent leurs efforts en commun dans le domaine de la recherche sur le développement des pays africains. Ces projets appuient les initiatives des Africains et respectent la sagesse et les savoirs ancestraux du continent africain.



Membres d'un groupement féminin produisant du beurre de karité (Ghana)